



LES JEUNES PRENNENT LA PAROLE

**MIEUX PRÉVENIR ET AGIR CONTRE
L'EXPLOITATION SEXUELLE.**

QUÉBEC • 2021-2023

UN PROJET POUR DONNER LA PAROLE AUX ADOLESCENT[E]S AFIN QU'ILS ET ELLES INFLUENT LES STRATÉGIES DE PRÉVENTION ET D'ACTION CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DANS LA NOUVELLE ÈRE TECHNOLOGIQUE PORTÉE PAR LA PANDÉMIE ET LE « TOUT-À-L'ÉCRAN »



L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS EN CHIFFRES

- Le [Centre canadien de protection de l'enfance](#) a reçu **1 616 780 signalements d'images d'abus pédo-sexuels** en 2020-2021 (transmis par la population et détectés par leur programme automatisé d'analyse d'images Arachnid).
- Selon [La Presse](#), entre le début de la pandémie et décembre 2020, l'équipe d'enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet de la Sûreté du Québec a reçu **1 790 signalements** depuis début 2020, contre 530 il y a cinq ans.
- En février 2021, [Cyberaide.ca](#) — la centrale canadienne de signalement de cas d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet — a signalé avoir enregistré une **hausse de 88 % des signalements, notamment en ce qui concerne les cas de sextorsion.**

LES PARTENAIRES

- **Motivation Jeunesse** (école secondaire Lucien-Pagé, quartier Villeray, Montréal)
- **Le Phare des affranchies** (St-Jérôme)
- **L'école secondaire des Patriotes** (St-Eustache)
- **Le YMCA du Québec**
 - YMCA Pointe-Saint-Charles
 - YMCA Hochelaga
- **L'école secondaire Externat Sacré-Cœur** (Rosemère)



2 AXES D'ACTION

Promouvoir auprès des décideurs la nécessité d'une participation significative des adolescent[e]s dans la définition de campagnes et de politiques mieux ciblées et plus efficaces

Outiller les adolescent[e]s sur l'exploitation sexuelle afin qu'elles et ils soient des acteurs de protection pour eux et leurs pairs et des interlocuteurs centraux dans la définition des mesures de lutte contre l'exploitation sexuelle



Six groupes d'environ douze jeunes



Rencontres et ateliers de formation



Recommandations concrètes pour lutter contre l'exploitation sexuelle en temps de pandémie

LA GOUVERNANCE

COMITÉ DE SUIVI

Un Comité de suivi sera formé de personnes représentantes de chaque partenaire, provenant à la fois des milieux scolaire et communautaire en appui à la jeunesse.

Ce comité permettra au projet de se réajuster en fonction des avancées des groupes et des défis rencontrés.

COMITÉ AVISEUR

Ce comité permettra au projet de construire, à partir des expériences passées et des leçons apprises dans le domaine, tout en favorisant l'aspect participatif et la prise en considération du point de vue des jeunes.

Il sera composé de personnes responsables des campagnes de prévention et de lutte contre l'exploitation sexuelle et aura le mandat d'éclairer les adolescent[e]s par rapport aux préoccupations, aux enjeux et aux facteurs à prendre en considération dans l'établissement de nouvelles politiques. Il sera consulté à chacune des étapes du projet.

LES GRANDES ÉTAPES

- Recherche d'adolescent[e]s de 14 à 16 ans volontaires à se mobiliser sur cet enjeu et création des groupes
- Ateliers et formation de ces groupes aux diverses dimensions de l'exploitation sexuelle, influencées par les technologies et la pandémie
- Écoute de la perspective des jeunes sur les réalités actuelles de l'exploitation sexuelle
- Développement de leurs compétences en recherche et analyse
- Création d'un répertoire des campagnes et stratégies, des outils, affiches, brochures et autres matériels, des cours scolaires et parascolaires, et de toutes autres démarches visant à prévenir et à agir sur l'exploitation sexuelle des enfants, notamment en tenant compte des effets de la pandémie sur eux
- Consultation des jeunes avec leurs pairs

ÉTAPE 2 LES FONDATIONS (ANNÉE SCOLAIRE 2021-2022)



Le projet ne visant pas à recueillir des témoignages, les adolescentes et adolescents impliqués ne seront pas sélectionnés parce qu'ils sont à risque ou victimes d'exploitation sexuelle. Ils seront plutôt mobilisés en tant que partie prenante de ces enjeux contemporains auxquels leurs pairs et eux-mêmes font face, et experts des codes culturels de l'adolescence, à un âge où le format du message compte. Leur contribution sollicitera ainsi l'ensemble de leurs connaissances, expériences et observations.



ÉTAPE 1 LE CADRAGE (ÉTÉ 2021)



ÉTAPE 3 L'ANALYSE (ÉTÉ 2022)



ÉTAPE 4 LES RECOMMANDATIONS (AUTOMNE 2022)



ÉTAPE 5 LA DIFFUSION (HIVER ET PRINTEMPS 2023)

Définition des rôles et responsabilités entre les partenaires de mise en œuvre

Établissement de la méthodologie et des plans de travail

Identification des points forts et des aspects manquants ou inefficaces pour chaque outil/matériel répertoriés à l'étape 2

Session de travail commune (avec les six groupes) pour rassembler les résultats et permettre un échange par rapport au chemin parcouru

Collecte de données avec les pairs pour valider l'analyse préliminaire

Poursuite des formations avec les jeunes pour les outiller à formuler des recommandations (critères d'efficacité, de pertinence, de durabilité, etc.)

Formulation de recommandations concrètes contre l'exploitation sexuelle, adaptées aux enjeux contemporains (pandémie, technologies, etc.)

Rédaction d'une publication compilant ces recommandations

Lancement des recommandations par les jeunes avec la présence des différentes parties prenantes, des autorités publiques et des médias

Animation d'activités de diffusion par les jeunes qui auront piloté le projet (auprès de leurs pairs, des parents, du milieu communautaire, et des différentes instances concernées)

Bien que le Bureau international des droits des enfants se soit engagé dans plus de 45 pays au fil du temps, l'organisation s'implique également localement sur plusieurs fronts. Au Québec, l'IBCR s'est notamment mobilisé dans les luttes contre la traite des enfants et contre l'exploitation sexuelle des enfants dans l'industrie du tourisme et du voyage. En 2015, le Bureau a réalisé une revue de littérature sur la situation des enfants autochtones au Québec, autour des angles suivants : le statut et l'identité, la santé, l'éducation, la protection et la justice ainsi que la participation. La participation de l'enfant étant centrale dans son approche, l'IBCR a donné la parole aux enfants victimes et témoins d'actes criminels au Québec (2016-2017). En 2019, un jeu vidéo a été créé en collaboration avec deux classes de primaire de Montréal pour permettre aux enfants de mieux connaître leurs droits. Enfin, depuis 2020, le Bureau travaille sur des modules de formation en ligne pour les professionnelles et professionnels du système de justice de la province, afin que les interventions auprès des enfants victimes ou témoins d'actes criminels se fassent dans le respect de leurs droits.

L'IBCR EN BREF

Le Bureau international des droits des enfants est une organisation non gouvernementale internationale créée en 1994 et établie à Montréal (Canada). Il a pour mission de contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'enfant dans le monde entier, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et à ses trois protocoles facultatifs.



4 BUREAUX
dans le monde



Plus de **25 ANS**
D'EXISTENCE



Plus de **45 PAYS**
touchés par nos actions



Environ **40 PERSONNES**
EMPLOYÉES de façon
permanente



Les droits de plus de
4 MILLIONS D'ENFANTS
MIEUX PROTÉGÉS grâce à
nos actions



Plus de **4 610 ENFANTS**
CONSULTÉS dans le cadre
de nos projets



Plus de **61 200**
PROFESSIONNELLES ET
PROFESSEURS
aux droits de l'enfant

DOMAINES D'INTERVENTION



Enfants et justice



Enfants et
situations d'urgence



Lutte contre
l'exploitation et les
violences faites aux
enfants



Avec la participation financière de :

Fier partenaire de la
Politique de l'enfant
de la Ville de Montréal.

Justice
Québec



Montréal

ville.montreal.qc.ca/enfants



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS
INTERNACIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS
OFICINA
INTERNACIONAL
DE LOS DERECHOS DEL NIÑO
المكتب الدولي لحقوق الطفل

Bureau international des droits des enfants

805 rue Villeroy, Montréal (Québec) H2R 1J4 Canada

Tel. : +1 514 932 7656 • info@ibcr.org

WWW.IBCR.ORG

